

RDCongo/A J-1 des élections générales

Inquiétant compte à rebours d'ici à dimanche au cœur de l'Afrique

AFP
Kinshasa/RDCongo

Une réunion imprévue entre les candidats à la présidentielle et la commission électorale, en présence d'observateurs africains, s'est tenue hier à Kinshasa.

LE compte à rebours toujours incertain des élections prévues ce dimanche en République démocratique du Congo a repris hier, avec des violences pré-électorales dans l'Est et une réunion imprévue entre les candidats à la présidentielle et la commission électorale, en présence d'observateurs africains à Kinshasa. Au moins un manifestant a été tué et quatre blessés par balles à Beni, a indiqué le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha).

La résidence d'un officier de police a été incendiée, ont indiqué des sources militaires et policières. La police a dispersé à Beni, Butembo et Goma des manifestants qui protestaient contre le report des élections générales à Beni-Butembo, officiellement en raison du virus Ebola et des tueries de civils. Ce report exclut 1,2 million d'électeurs sur 40 millions enregistrés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Le report vise des bastions anti-président Joseph Kabila, affirme l'opposition. Un appel à la grève générale avait été lancé par la



Photo : AFP

L'acheminement du matériel électoral vers les centres de vote (ici à Bukavu, dans le Sud-Kivu) se poursuivait hier.

coalition politique autour de l'opposant Martin Fayulu. Il n'a eu aucun écho ailleurs dans le pays. A Kinshasa, M. Fayulu, des représentants des deux autres principaux candidats, Félix Tshisekedi et Emmanuel Ramazani Shadary, et le président de la Commission électorale, Corneille Nangaa, se sont retrouvés pour une réunion en présence des observateurs africains de l'Afrique australe.

Ces observateurs de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (Sadc) font partie des rares autorisés par Kinshasa à superviser ces élections déjà reportées trois fois.

Jeudi soir, Kinshasa a demandé l'expulsion dans les 48 heures du représentant de l'Union européenne, le Belge Bart Ouvry. Une mesure de rétorsion après le prolongement des sanctions européennes visant entre autres M. Shadary, le "dauphin" du président Kabila. "C'est une situation qui inquiète très fortement", a

commenté le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders à l'agence de presse Belga. HUIS CLOS • A 48 heures du vote, la Céni installait dans la plus grande discrétion, voire à huis clos, son matériel électoral dans les bureaux de vote.

Dans les grandes villes (Kinshasa, Goma, Lubumbashi, Tshikapa...), aucune "machine à voter" n'était encore visible hier.

"Pour des raisons de sécurité, le matériel électoral ne sera mis en place dans les bureaux de vote de Goma que demain samedi", a affirmé l'antenne locale de la Céni dans la capitale du Nord-Kivu (est).

Les Congolais doivent désigner le successeur du président Joseph Kabila à la tête du plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, qui stocke d'immenses richesses minérales mais dont la pauvreté des habitants entretient l'instabilité chronique.

Fait sans précédent, M. Kabila, 47 ans, a renoncé à briguer par la force un

troisième mandat interdit par la Constitution.

Trois candidats se détachent dans la course à sa succession : son "dauphin" Emmanuel Ramazani Shadary, donné perdant par les sondages de trois organismes, et les deux opposants, Martin Fayulu et Félix Tshisekedi.

Ces trois hommes promettent d'injecter en cinq ans des dizaines de milliards de dollars dans l'économie pour élever le niveau de vie moyen des Congolais (458 dollars - environ 273 000 francs - par personne et par an).

La commission électorale va supprimer 1 092 bureaux de vote sur 7 939 dans la capitale Kinshasa, a révélé hier matin Radio France internationale (RFI).

Raison invoquée : l'incendie d'un entrepôt de la Céni à Kinshasa le 13 décembre qui a brûlé une partie du stock des "machines à voter" destinées à la capitale.

FAYULU FAVORI • L'opposant Martin Fayulu est le favori des élections,

d'après un sondage publié par les experts du Groupe d'étude sur le Congo (GEC) avec une société congolaise, Berci (proche d'une frange d'opposition), et Ipsos South Africa.

"Si les élections sont libres et équitables, un candidat de l'opposition est presque certain de remporter la présidence", écrit la figure de proue du GEC, Jason Stearns.

"Le potentiel de violence est extrêmement élevé (...). Un pourcentage alarmant de répondants ont indiqué qu'ils n'accepteraient pas les résultats si Shadary l'emportait et ne font pas confiance aux tribunaux pour résoudre équitablement les contentieux électoraux", poursuit-il.

Le ministre de l'Intérieur Henri Mova a indiqué que les frontières "terrestres, lacustres et fluviales" de la RDC seraient fermées dimanche.

L'armée viendra en renfort des opérations de police, avait-il indiqué avant le dernier report des élections, du 23 au 30 décembre.

Les élections ont été reportées trois fois depuis la fin du deuxième et dernier mandat du président Kabila le 20 décembre 2016 à 00h01 : de décembre 2016 à décembre 2017, puis au 23 décembre 2018, puis au 30 décembre.

Kinshasa a refusé toute aide financière et logistique des Nations unies présentes depuis 20 ans au Congo ou des Occidentaux pour l'organisation des élections.

L'Afrique en bref

• Burkina Faso/Attaque. Dix gendarmes tués dans le nord-ouest

Dix gendarmes burkinabè ont été tués jeudi dans une embuscade à Toeni, localité située au nord-ouest de Ouagadougou, a indiqué le ministère de la Sécurité. Le pays est confronté depuis trois ans à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières.

• Nigeria/Jihadistes. Cinq villageois tués dans le centre

Des hommes armés ont tué cinq villageois dans l'État du Plateau, dans le centre du Nigeria, a déclaré la police hier, mais on ignorait si les meurtres étaient liés au conflit de longue date pour les droits de pâturage.

• Soudan/Troubles. Tirs de gaz lacrymogène contre des manifestants

La police soudanaise a tiré du gaz lacrymogène contre des centaines de personnes qui manifestaient après la prière du vendredi dans une mosquée à Omdourman, près de la capitale de ce pays en proie à un mouvement de contestation sociale.

A travers le monde

• Etats-Unis/Politique. Trump menace de fermer la frontière du Mexique

Le président Donald Trump a menacé hier de fermer la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique si les démocrates du Congrès n'acceptaient pas de financer la construction d'un mur, un différend qui provoque la paralysie partielle de l'administration fédérale depuis le 22 décembre.

• Indonésie/Tsunami. 426 morts, selon un bilan revu à la baisse



Photo : AFP

Le tsunami qui a frappé l'Indonésie le week-end dernier a fait 426 morts, selon un bilan revu à la baisse par les autorités en raison de doublons dans les décomptes. Un précédent bilan faisait état de 430 morts et la confusion a été imputée au fait que des décès ont été comptabilisés séparément par différents districts.

• Syrie/Conflit. L'armée annonce son entrée dans un secteur du Nord

L'armée syrienne a annoncé hier son entrée dans la ville clé de Minbej, dans le nord du pays, peu après un appel à l'aide des forces kurdes qui craignent une offensive de la Turquie dans ce secteur.

France/Politique

Feu nourri de l'opposition pour demander "la vérité" sur les passeports de Benalla

AFP
Paris/France

LES partis d'opposition en France ont demandé hier des explications d'Emmanuel Macron ou de son entourage après les révélations sur son ancien conseiller Alexandre Benalla, qui aurait conservé un passeport diplomatique après son limogeage fracassant en mai, et la tempête politique qui a suivi. Ces révélations de la presse sur les actions de M. Benalla tombent mal pour le chef de l'Etat, déjà bien empêtré dans la crise des "gilets jaunes", et qui fait le gros dos en cette fin d'année. L'ancien collaborateur avait déclenché une tem-

pête politique après avoir été filmé en train d'interpeller rudement des manifestants alors qu'il n'avait aucune prérogative policière.

Selon Mediapart et Le Monde, M. Benalla continue de voyager avec un passeport diplomatique émis le 24 mai, après sa mise à pied liée aux violences du 1er mai. Il avait pourtant affirmé aux sénateurs, sous serment, avoir laissé ce document dans son bureau de l'Elysée, devant la commission d'enquête du Sénat. Ce passeport a été "utilisé ces dernières semaines pour entrer dans différents pays africains ainsi qu'en Israël", selon Mediapart qui cite "des sources sécuritaires", alors que M. Benalla s'est notamment rendu au

Tchad début décembre, où il a rencontré le président. "Nous demandons d'abord des explications à l'Elysée. M. Benalla n'est pas un agent autonome. Qui peut croire cette fable ?", a lancé en premier Gilles Platret, un porte-parole de Les Républicains (droite).

"C'est au président de dire la vérité sur cette affaire", renchérit Laurence Sailliet, autre porte-parole des Républicains.

Le ministère des Affaires étrangères a affirmé jeudi avoir réclamé fin juillet la restitution des deux passeports. "A la vue des informations de presse tendant à indiquer que M. Benalla aurait continué à utiliser ces documents, le ministère (...) examine les suites à donner, y compris judi-

ciaires", a dit la porte-parole.

Eric Coquerel, député La France Insoumise (gauche radicale) "demande" quant à lui de "rouvrir une commission d'enquête à l'Assemblée nationale sur tous les tenants des affaires Benalla".

Le numéro un du parti socialiste Olivier Faure estime que cette nouvelle affaire pouvait "devenir un danger pour la République", tandis que Sébastien Chenu, porte-parole du Rassemblement national (ex-FN, extrême droite) demande à l'Elysée d'éclaircir "des zones d'ombre".

Dans la majorité même, les révélations créent un malaise. Cendra Motin, une députée du parti présidentiel, regrette une "faute" et un

"dysfonctionnement grave" des services de l'Elysée.

Embarrassée, la présidence a elle-même demandé des comptes à l'ancien chargé de mission de l'Elysée. Elle l'a sommé de s'expliquer sur ses "éventuelles missions personnelles et privées" menées "comme consultant", y compris quand il était encore en fonction.

Le Drian va saisir le procureur de la République. Le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian va saisir le procureur de la République après des informations de presse sur l'utilisation d'un passeport diplomatique par l'ancien conseiller de l'Elysée Alexandre Benalla, a annoncé hier son ministère.